

Burundi : la radiation d'Iteka marque un "point de non-retour"

@rib News, 05/01/2017 - Source AFP La radiation mardi d'Iteka, la plus ancienne ligue burundaise des droits de l'Homme, par Bujumbura marque un "point de non-retour" pour un pouvoir burundais "totalitaire", "répressif" et "meurtrier", a dénoncé jeudi la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH). "C'est un très mauvais signal de radicalisation du pouvoir, qui démontre que le projet du président au pouvoir est totalitaire et autocratique", en plus d'être "meurtrier et répressif", a observé Florent Geel (photo), responsable du bureau Afrique de la FIDH.

Les violences au Burundi ont fait plus de 500 morts et poussé plus de 300.000 personnes à quitter le pays depuis avril 2015. Cette décision "funeste" sonne comme un "point de non-retour" après une "série de décisions contre les ONG internationales, contre la ligue Iteka et contre tous ceux qui dénoncent la dégradation de la situation au Burundi", a ajouté M. Geel. Les autorités burundaises ont annoncé mardi la radiation définitive d'Iteka, accusant cette structure de "ternir l'image du pays" et de "semer la haine et la division au sein de la population". Iteka ("dignité" en kirundi, la langue nationale), agréée depuis 1991, était suspendue d'activités depuis le début de la crise déclenchée par la décision en avril 2015 du président Pierre Nkurunziza de se représenter pour un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet de la même année. Elle avait toutefois publié en novembre dernier un rapport coécrit avec la FIDH -qu'elle représentait au Burundi-, qui faisait le point sur la répression gouvernementale et les violations massives des droits de l'Homme. A la mi-décembre, Iteka avait aussi dénoncé une "recrudescence" des arrestations et disparitions d'opposants, ainsi que le climat de "peur généralisée" instauré selon elle par les autorités burundaises. "La balle est au Conseil de sécurité des Nations unies, qui a quinze jours pour prendre des sanctions à l'encontre des plus hauts responsables burundais", a observé M. Geel, appelant la France à "se mobiliser" au sein de cette institution. Mercredi, l'ONU, se déclarant "très déçue" de la radiation d'Iteka, a demandé au gouvernement burundais d'annuler cette décision.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});